



RENFORCER LE FILET SOCIAL POUR SE PROTÉGER DES CRISES

À la veille d'un budget du Québec, exigeons du gouvernement un engagement ferme en faveur de la justice fiscale et sociale ! La population du Québec a suffisamment souffert du désinvestissement dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome. Les plus riches doivent contribuer davantage!

Depuis une quarantaine d'années, nous subissons les assauts du néolibéralisme qui, après plusieurs rondes de coupes, de compressions et de hausses de tarifs, a affaibli nos services publics et nos programmes sociaux. En 2020, la crise sanitaire liée au coronavirus montre, de façon macabre, les conséquences de ces choix sur la population.

Le système de santé et les services sociaux sont à bout de souffle, étouffés par des années de compressions. Les réseaux de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, mais aussi des services à la petite enfance, doivent également remplir leur mission, mais avec de moins en moins de ressources pour y arriver. Les programmes sociaux ont eux aussi été sous-financés, ce qui a contribué à maintenir des centaines de milliers de personnes dans la pauvreté et à aggraver la crise du logement. La pandémie affecte plus durement les populations les plus défavorisées, pauvres, mal-logées ou immigrantes. Elle révèle sans ambiguïté les conséquences désastreuses des inégalités sociales et économiques.

Pendant ce temps, les groupes d'action communautaires autonomes dont la population s'est dotée pour défendre ses droits et améliorer ses conditions de vie manquent de moyens pour réaliser leur mission. Après deux années de surplus, pendant lesquelles il n'a pas réinvesti suffisamment, le ministre des Finances prépare déjà le retour à l'équilibre budgétaire qui pourrait se traduire par de nouvelles compressions et des hausses de tarifs. Pourtant, nous pouvons faire autrement! Plusieurs mesures fiscales qui rapporteraient à terme 10 milliards \$ par année sont faciles à mettre en œuvre pour lutter contre les inégalités socio-économiques et financer adéquatement services publics, programmes sociaux et action communautaire autonome.

Le statu quo équivaudrait à de nouvelles compressions, au moment où il faut de toute urgence renforcer le filet social. Pour y arriver, le gouvernement du Québec doit faire le choix d'aller récupérer l'argent là où il est : dans les poches des plus fortunés, dont le patrimoine s'accroît beaucoup plus rapidement que celui des ménages à revenus plus modestes.

Le gouvernement du Québec doit renforcer notre filet social pour permettre à nos communautés d'être plus résilientes face aux crises et adopter une fiscalité plus progressive pour se donner les moyens de le faire avec ambition !

Pour être juste, la relance post-pandémie ne doit pas investir seulement dans le béton : elle passe aussi par des investissements pour améliorer l'éducation, les services de garde éducatifs, les soins de santé et les services sociaux, ou les services aux jeunes ayant des besoins particuliers, aux personnes en situation de handicap, ou encore pour améliorer l'accès à la justice, réaliser un vrai chantier de logements sociaux, permettre aux personnes âgées de vivre dans la dignité, adopter des mesures ambitieuses de lutte contre la pauvreté et l'itinérance et une meilleure protection de la faune et de l'environnement. La relance passe aussi par une vraie reconnaissance du travail des personnes qui font vivre les services publics et de celles qui œuvrent dans les organismes communautaires partout au Québec, majoritairement des femmes dans les deux cas. C'est pourquoi elle doit permettre la consolidation du financement à la mission des organismes communautaires. Elle passe enfin par l'amorce rapide d'une transition écologique porteuse de justice sociale, basée sur le respect des droits.

NOUS DEVONS REFUSER TOUT RETOUR À L'AUSTÉRITÉ, MÊME DOUCE.

NOUS DEVONS EXIGER LA RECONSTRUCTION DES SERVICES PUBLICS ET DU FILET SOCIAL



UN FILET SOCIAL FRAGILISÉ

DES SERVICES PUBLICS NÉGLIGÉS

Après des années d'austérité, le gouvernement québécois avait accumulé d'importants surplus. Ces surplus ont été réalisés au détriment de la majorité de la population et au prix de l'affaiblissement de notre filet social. Malgré les réinvestissements, le financement prévu pour les services publics demeure largement insuffisant. La recherche d'un retour rapide à l'équilibre budgétaire pourrait nous condamner à une longue cure austéritaire douce, mais néanmoins dommageable.

Pendant ce temps, les programmes sociaux ont eux aussi été sous-financés, ce qui contribue à maintenir des centaines de milieu de personnes dans la pauvreté. Par exemple, les prestations d'aide sociale permettent à peine de couvrir la moitié des besoins de base, comme se loger, se nourrir, se vêtir et se déplacer. Les dernières réformes de l'aide sociale, dont l'instauration du Programme Objectif Emploi, tendent à rendre cette aide de dernier recours toujours plus conditionnelle et insuffisante. Les personnes qui y ont recours sont souvent victimes de préjugés, alors qu'on les traite injustement de profiteuses et de paresseuses.

Le logement social est sous-financé et un trop petit nombre de logements publics, sans but lucratif ou coopératifs sont construits à chaque année, alors que le Québec traverse une grave crise du logement et que quelque 40 000 ménages locataires sont en attente d'un logement subventionné, souvent depuis plusieurs années. Pire, depuis son arrivée, le gouvernement Legault n'a budgété aucun nouveau logement social, se contentant de prévoir un financement insuffisant pour qu'enfin se réalisent ceux annoncés dans les 10 dernières années n'ayant pas levé de terre en raison de l'insuffisance du financement du programme. Pour leur part, les prestations de retraite ne permettent pas de sortir de la pauvreté, surtout pour les femmes qui comptent plus de périodes passées en dehors du marché du travail.

La détérioration des services publics et des programmes sociaux fait particulièrement mal aux personnes les plus vulnérables. En effet, la privatisation et la tarification des services publics continuent de gagner du terrain et de gruger le budget des ménages. Puis, c'est souvent dans les organismes d'action communautaire autonome que plusieurs peuvent trouver aide et réconfort, mais également des lieux d'appartenance et d'expression citoyenne. Leur mission est d'aider les personnes à améliorer leurs conditions de vie et à combattre les discriminations qui s'exercent contre elles. Sur le plan démocratique, ces organismes permettent de faire entendre la voix d'une partie de la population que l'on a tendance à exclure du débat public. Bref l'action communautaire autonome est un moteur de justice sociale indispensable! Mais les groupes sont en manque criant de financement et n'ont plus les moyens de réaliser leur mission adéquatement.

DES DROITS À RESPECTER

Le Québec s'est engagé, en adhérant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), à respecter les droits économiques, sociaux et culturels, dont le droit à un revenu suffisant, le droit à l'éducation, le droit à la santé, reconnaissant ainsi « que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine ». Il a même le devoir de leur consacrer « le maximum de ses ressources disponibles ».

Les politiques néolibérales et leurs conséquences constituent un dangereux cercle vicieux qui est aggravé dans tous les États lorsqu'ils sont confrontés à des crises exigeant des dépenses importantes. On peut penser à une guerre, une catastrophe naturelle ou une pandémie mondiale.



NOUS AVONS COLLECTIVEMENT LES MOYENS !



Malgré ce que les élites veulent nous faire croire, le Québec est riche. Nous ne pouvons accepter que 99% de la population souffre de politiques économiques qui ont prouvé leur inefficacité alors qu'une infime minorité s'en tire sans conséquence.

La fiscalité doit favoriser une juste contribution des riches, des banques et des grandes entreprises. La Coalition Main rouge propose, dans 10 milliards de solutions - Pour une société plus juste, 19 solutions fiscales qui permettent d'aller récupérer une partie de l'argent collectif qui nous échappe actuellement, que ce soit en modifiant certaines mesures fiscales ou en coupant des dépenses qui ne bénéficient pas à la population.

Ces 19 mesures totalisent un potentiel d'économies ou de rentrées d'argent de plus de 10 milliards de dollars, annuellement et nous permettraient de réinvestir massivement dans l'ensemble des services publics, de financer adéquatement les programmes sociaux et de mieux soutenir les organismes d'action communautaire autonome. que ce soit en modifiant certaines mesures fiscales ou en coupant des dépenses qui ne bénéficient pas à la population.

Pour signer la pétition : www.filetsocial.ca



www.nonauxhausses.org
[facebook/nonauxhausses](https://facebook.com/nonauxhausses)
info@nonauxhausses.org

